

ON DEMANDE LE RETRAIT DE L'ARTICLE 42 DE LA PROPOSITION  
CONSTITUTIONNELLE

**L'hon. Ray Hnatyshyn (Saskatoon-Ouest):** Madame le Président, au moins nous croyons que les Canadiens doivent orienter leur propre avenir, non s'en remettre au Parlement d'un autre pays.

**Des voix:** Bravo!

**M. Hnatyshyn:** Ma question s'adresse au premier ministre. La semaine dernière, on a laissé entendre à la Chambre qu'il fallait rejeter l'article 42 de la proposition constitutionnelle du gouvernement. L'opinion publique tend de plus en plus à accréditer cette thèse et, hier encore, presque tous les premiers ministres provinciaux sont tombés d'accord là-dessus. Selon le premier ministre Blakeney, cet article «donne au gouvernement fédéral une arme tellement puissante qu'elle menace la libre association des provinces qui est la pierre angulaire du Canada». En conséquence, le premier ministre retirera-t-il maintenant cet article particulièrement offensant de la proposition gouvernementale dont le Parlement est saisi?

● (1425)

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Madame le Président, vous reconnaissez que les questions des députés portent sur le bill lui-même. C'est avec plaisir que je participe à ce débat, mais comme le ministre de la Justice vient de le dire...

**Des voix:** Oh, oh!

**Une voix:** Répondez à la question.

**M. Trudeau:** ... on croyait que cette question serait débattue en comité. Quant à l'article que le député trouve tellement offensant, si Votre Honneur me le permet, je vais tâcher de lui en expliquer la raison d'être.

**M. Lawrence:** Pourquoi ne faites-vous pas un discours?

**M. Trudeau:** Maintenant, c'est un député qui ne veut pas que je fasse de discours.

**M. Lawrence:** Mais non, j'ai dit «pourquoi ne faites-vous pas un discours?»

**M. Baker (Nepean-Carleton):** Au fait, s'il vous plaît.

**Des voix:** Bravo!

**M. Trudeau:** Je remercie la Chambre d'avoir consenti à l'unanimité à ce que je fasse un discours maintenant.

**Des voix:** Bravo, bravo!

**M. Trudeau:** Comme je l'ai expliqué tout à l'heure, l'article 42 que certains premiers ministres et que le chef de l'opposition trouvent si offensant permet de sortir de l'impasse.

**Une voix:** Il n'y a qu'Ed Broadbent pour croire cela.

**M. Trudeau:** C'est donc un instrument que nous emploierions s'il devait y avoir impasse entre les gouvernements

*Questions orales*

fédéral et provinciaux. Comme les députés d'en face n'ont cessé de le ressasser, il existe deux échelons ou deux niveaux de gouvernement. L'expérience nous montre que ces deux niveaux de gouvernement ne parviennent pas toujours à se mettre d'accord, et ce manque d'unanimité qui existe déjà depuis 1927, soit bien avant que nous ne devenions députés, a empêché notre pays d'avoir sa propre constitution malgré 53 années d'effort. S'il en est ainsi, c'est qu'il existe une impasse entre les deux niveaux de gouvernement. C'est parce que nous respectons ces deux paliers de gouvernement que nous disons...

**Des voix:** Oh, oh!

**Une voix:** Trouvez autre chose.

**M. Trudeau:** C'est pour cette raison que nous disons que le gouvernement fédéral ne peut sortir unilatéralement le Canada d'une impasse une fois que la constitution aura été rapatriée, et il faut donc prévoir un mécanisme pour le faire si l'on ne veut pas qu'elle dure encore 53 ans.

**Des voix:** Bravo!

**M. Trudeau:** Je ne vois pas pourquoi quiconque parmi nous trouverait très choquant qu'il soit prévu dans la constitution qu'en cas d'impasse...

**Une voix:** Ce n'est pas ce que dit le texte.

**M. Trudeau:** ... nous puissions en appeler au peuple canadien.

**Une voix:** Ce n'est pas vrai.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Trudeau:** Cela me semble être le seul recours que nous puissions avoir pour sortir d'une impasse.

**M. Baker (Nepean-Carleton):** Ce n'est pas vrai, vous le savez bien.

**M. Hnatyshyn:** Madame le Président, je ne suis certes pas mieux éclairé sur ce que le premier ministre a en tête. Ce n'est pas l'absence d'unanimité qui est en cause; ce qu'il faut, c'est s'efforcer d'en arriver à un consensus afin que le Canada ne soit pas menacé de sombrer dans le chaos. Je cite encore le premier ministre Blakeney, qui a dit hier soir à la télévision:

... je crois que le Canada va connaître un climat de confrontation.

Il a dit ensuite:

... la conjoncture commence à être plus qu'inquiétante; en fait, elle devient dangereuse.

Compte tenu de ces impressions...

**Une voix:** Lisez le reste.

**M. Hnatyshyn:** Je vais lire le reste. Si vous m'en laissez l'occasion, je vais prononcer un discours qui vaudra bien celui qu'a prononcé le premier ministre.

**Une voix:** C'est impossible.